le monde
libertaire
hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 310 JEUDI 19 AVRIL 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

UNIVERSITÉ DE PARIS

Sports, armées, jeunesse

TEL était le titre donné aux opérations que l'armée, en liaison avec la municipalité de Clermont-Ferrand et la direction régionale et départementale de la jeunesse et des Sports, a organisé dans toute la France, et plus particulièrement du 26 au 30 mars en ce qui concerne la région Auvergne.

Ces journées, qui en sont à leur troisième année consécutive d'existence, ont pour but, selon l'avis des différents responsables *« de mettre en contact les populations civiles, et plus particulièrement les jeunes, avec les militaires, par le biais du sport et des activités parasportives propres à l'armée »*. Ce but on ne peut plus explicite correspond au besoin d'adptation de l'armée, devant sa propre évolution, qui est celle de sa modernisation, notamment l'armée nucléaire et de la militarisation croissante de l'économie. Une telle évolution n'est pas sans poser le problème d'une nouvelle définition de ses rapports avec le reste de la société.

Ainsi, outre le fait que la partie la plus sophistiquée des armements ne peut plus servir au contrôle direct des luttes de classes, l'armée doit non seulement découvrir d'autres moyens de le faire, mais elle doit aussi, du fait même de cette modernisation des moyens techniques, éviter toute coupure avec les populations civiles (1). Ce défaut de liaison peut ainsi se manifester de différentes façons dans la conscience des citoyens. D'une part, que militairement et tactiquement le développement de l'arsenal militaire (2) s'impose dans les conditions et la logique des sociétés actuelles est une chose, mais autre chose est la réaction du citoyen qui risque de ne plus comprendre et de ne plus accepter un tel effort en « temps de paix ». D'autre part, il n'y a pas si longtemps, et en dehors de son rôle de maintien de l'ordre, l'armée avait un autre moyen sûr d'établir le contact avec la vie civile, c'était celui du contingent. En effet l'institution militaire était dans la vie quotidienne des gens traditionnellement perçue quand les jeunes arrivaient à l'âge d'être appelés « sous les drapeaux ». A cette époque, l'expression « l'armée te fera du bien » parfois lancée au futur appelé, était significative de cette vision de l'armée par les populations. L'institution remplissait en quelque sorte la fonction d'un rite, en ce sens que c'était dans la caserne, et à un moment précis de la vie d'un jeune, qu'on devenait un « homme ». Il faut se rappeler aussi qu'un jeune réformé pouvait se sentir « coupable » et mesurer toute l'importance qui était donnée à ce séjour à la caserne.

Or actuellement certaines améliorations apportées aux conditions de vie des appelés donnent l'impression aux gens de l'extérieur (chez les adultes surtout) que la vie militaire n'est guère différente de celle qu'on mène dans le civil. On peut certes rétorquer, et cela est vrai, que c'est justement ce que veulent les responsables militaires et politiques. Mais si une telle évolution facilite les buts de l'armée, elle ne lui permet pas de donner une nouvelle image d'elle-même, nouvelle image nécessaire, puisque celle de l'armée formatrice des jeunes est de plus en plus absente dans l'esprit des citoyens. L'armée doit donc se fabriquer, élaborer une autre fonction pour qu'elle puisse, d'une part faire son intégration avec le reste de la société et aussi la contrôler, et d'autre part pour qu'elle soit perçue dans l'esprit des populations, comme une institution parmi d'autres, ayant son propre rôle. Dès lors comment ne pas mieux

(suite page 5)

Si on parlait un peu de la croissance...

L'énergie nucléaire et les conditions d'existence des populations

LES rédacteurs de notre journal n'ont pas manqué de nous signaler les dangers que représentait l'énergie nucléaire employée non seulement à des fins militaires, mais comme source d'énergie destinée à remplacer le pétrole que les Emirs ne nous distribuent plus qu'au compte-gouttes et à des prix sans cesse en hausse, et que nous ne récupèreront pas totalement sur les tapis verts de nos casinos. Nous savons bien, et les incidents de Three-Misle-Island comme celui plus près de nous de Gravelines nous l'ont confirmé, que les hommes sont susceptibles d'erreurs! Les atomistes le savent également, c'est la raison pour laquelle les manipulations humaines sont réduites à leur plus simple expression et remplacées par des appareils sophistiqués... construits eux-mêmes par des hommes! Alors ? Alors toutes les précautions sont prises pour palier aux accidents qu'on suppose! Mais les autres... ceux qui relèvent de l'imprévisible ? Cependant la majorité de la population, les organisations syndicales, les militants révolutionnaires y compris, sont près à prendre ce pari qui ressemble par certains de ses aspects à la roulette russe... pourquoi ? C'est la véritable question, à laquelle il faut répondre sans équivoque. Et on ne peut le faire qu'en laissant les slogans au vestiaire et en ayant une vision claire de la société dans laquelle nous baignons sans même nous rendre compte qu'elle nous mouille.

(suite page 4)

Dossiers
4 pages
en préparation

DOSSIER FEMMES

* * *

PARLEMENT EUROPÉEN

* * *

IRLANDE

* * *

LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

PP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN
DOUBS : BESANÇON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LÔ
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD—LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS (édite *Voie Libre*)
— LIAISON DU LIVRE
— CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18e)
— CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— FRESNES NORD, L'HAY
— MASSY PALAISEAU
— ATELIER DU SOIR
— ORSAY BURES
— SAVIGNY SUR ORGE CORBEIL ESSONES
— BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
— DRAVEIL
— THIAIS, CHOISY
— ST-MICHEL SUR ORGE
— VILLEJUIF

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
— NANTERRE, RUEIL
— VERNEUIL, LES MUREAUX
— ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE LA GARENNE ST-OUEN
— ASNIÈRES
— COURBEVOIE, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concameau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy.

Groupe de Tours : *les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.*

Groupe de Rennes : *tous les mardis de 20 h à 21 h à la MJC rue de la Pailette.*

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : *les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe Paul Mauget d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie* La tête en bas *- 17, rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de* Culture et Liberté *72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.*

Groupe Orsay-Bures : *les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.*

Groupe Hédonien de Fumel : *point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 19 h au loacl du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Jacob : *le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Louise Michel : *tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Emma Goldman : *le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11e.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.*

Groupe de Lyon (GAL) : *tous les samedis à partir de 15 h, 78 rue Denfer Rochereau - 69 004 Lyon.*

Groupe La Boétie : *les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.*

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : *dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.*

Groupe Germinal : *tous les jeudis de 19 à 20 h au café* Le Métropole, *avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15e (métro : Boucicaut).*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe Fresnes-Antony : *tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tél. 668-48-58).*

Groupe d'Amiens : *tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corrée (quartier St-Roch) à Amiens.*

Groupe Voline : *26, rue Piat-Paris 20e. Tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : *tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.*

Groupe de Rouen : *le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.*

PERMANENCE ANTIMILITARISTE
Chaque samedi de 13 à 15 heures
Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h

La liaison Florac organise à la salle des fêtes de Florac
SAMEDI 21 AVRIL de 14 à 24 h
un après-midi et une soirée libertaires
Librairie, montage diapos, informations, discussions...
A 20 h 30, les chansons de Serge UTGE-ROYO les chansons et poèmes de Gaston Couté interprétés par un groupe de Montpellier
Les enfants ont leur place
Buvette, casse-croûte,
Participation aux frais souhaitée : 10 F minimum

Le groupe Kropotkine organise des colloques-débats dans son local
28, rue Carême Prenant
95 100 Argenteuil

Samedi 21 avril à 15 h 30
ANARCHO-SYNDICALISME ET SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le groupe La Boétie et le MLAC Gennevilliers organisent une réunion-débat
CONTRACEPTION ET AVORTEMENT QUE NOUS RÉSERVE LA LOI ?
avec projection de film sur la méthode Karman
LUNDI 23 AVRIL à 20 h 30
Foyer du cinéma La Lanterne
184, bd. St-Denis
à Courbevoie

Le groupe Elisée Reclus d'Aix et le CIRA-Marseille organisent du 18 au 28 avril une exposition consacrée à l'œuvre culturelle des libertaires espagnols exilés
Ouvert de 14 h 30 à 19 h 30 (le samedi toute la journée)
5, rue des convalescents
à Marseille
En outre à 15 h auront lieu deux débats sur le théâtre (samedi 21) anarchisme de l'exil et anarchisme de l'intérieur de 1939 aux années 1960 (samedi 28)

Le 30 juin et 1e juillet le groupe d'Amiens organise une fête libertaire
Parc de Montières à Amiens
avec la collaboration de la coordination libertaire Nord-Picardie
Débats-Expositions
Théâtre-Sketchs-Musique
Toutes les personnes désirant participer à l'animation de la fête (chanteurs, groupes folk, rock troupes théâtre militant, faiseurs de sketchs, etc.) sont priés de nous contacter dans les meilleurs délais
Toute autre suggestion sera également étudiée
Pour contact : BP N° 7
80 330 LONGUEAU

Les groupes FA d'Orsay et de Massy-Palaiseau
Le groupe antimilitariste de la Vallée de Chevreuse
Les anarchistes autonomes de la faculté d'Orsay organisent un meeting-débat avec projection de film
JEUDI 19 AVRIL
salle de la Bouvèche
à Orsay

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage Paris 20e
Dépôt légal 44 149 - 1e trimestre 77
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Amis lecteurs

Notre souscription atteint péniblement les 45 000 F. Elle parvient à peine à combler le déficit que connaît *Le Monde Libertaire* et que nous avons évalué à 100 000 F pour la période 1978-79. De plus, comme nous l'avons déjà signalé ici, nous sommes contraints de changer de locaux et là encore il nous faut 100 000 F pour acquérir un nouveau bail.

Notre souscription est bien loin de son objectif : réunir la somme de 200 000 F.

La répression envers les militants de la Fédération Anarchiste et les tracasseries que nous subissons par contre-coup ne sont pas faites pour nous rassurer. Une atteinte à nos finances nous placerait dans une situation très délicate.

Notre appel est pressant, car la solution de nos problèmes de locaux devient urgente.

En ce qui concerne *Le Monde Libertaire* nous vous soumettrons bientôt un projet qui nous permettra d'équilibrer notre budget et de nous donner une autonomie au niveau de l'impression. C'est vous qui nous direz si on peut le réaliser. C'est notre congrès qui statuera sur son exécution.

N'oubliez pas qu'en dehors de la souscription vous soutenez nos œuvres en achetant vos livres à Publico - CCP 11 289 15 M Paris.

Les administrateurs
J.-P. GIRAUD - L. TAMAMES

COMMUNIQUÉ

La Coordination Régionale Libertaire Nord-Picardie, réunie à Noyon les 7 et 8 avril 1979, a confronté les pratiques et analyses de ses différents groupes. Elle a essayé de travailler dans une perspective unitaire et de dépasser les clivages traditionnels des organisations anarchistes.

Elle a abordé les points suivant :

** la crise économique et les licenciements collectifs dans la région (sidérurgie, textile)*
** le mouvement social actuel face à la réorganisation du capitalisme et son projet européen (élections européennes)*
** la lutte antinucléaire et les projets de création de centrales dans la région (Penly, Nogent-sur-Seine, Gravelines, Paluel)*
** les conditions déplorables de la contraception et de l'avortement et vasectomie dans le Nord et la Picardie*
** l'informatisation de la société.*

La coordination, en plus de l'échange d'informations réciproques, va entamer un débat sur l'intervention des différents groupes la constituant, dans le mouvement social actuel. Elle prépare en outre une brochure sur le problème européen.

Le prochain bulletin de la coordination est pris en charge par le groupe libertaire de Valenciennes (C.V. BP 1134 Lille 59 012) et la prochaine réunion de la coordination aura lieu à Valenciennes les 16 et 17 juin prochains.

Groupes présents : pour le Nord, Groupe d'Action Libertaire de Lille, Groupe Libertaire de Valenciennes ; pour la Somme, Groupe Anarchiste d'Amiens (FA) ; pour l'Oise, Coordination Libertaire de l'Oise, liaison FA de Noyon ; pour l'Aisne, liaison de l'Aisne-Soissons (FA).

Groupes excusés : Groupe communiste-libertaire de Dunkerque (OCL), OCL Amiens, Groupe Petit-Homme de Hénin-Beaumont (FA).

Groupe Anarchiste d'Amiens

Le groupe de Troyes et sa région prendra le nom de groupe des Temps Nouveaux.

Il organisera une permanence le 1e et le 3e mardi de chaque mois de 19 h à 21 h, dans un local situé 17, rue Charles Gros (1e porte à gauche dans le couloir). Tous les libertaires intéressés sont invités à venir nous rencontrer.

Lors de cette permanence, il sera organisé une vente de brochures, livres, affiches libertaires. Venez nombreux.

Date des prochaines permanences : mardi 17 avril, mardi 1e mai, mardi 15 mai, mardi 5 juin, mardi 19 juin.

Le nouveau groupe de St-Michel-sur-Orge s'excuse d'avoir dû changer la date du débat sur le problème des hôpitaux psychiatriques salle municipale du Bois des Roches à St-Michel-sur-Orge (à côté d'Euromarché)
SAMEDI 5 MAI - 20 h 30

Le groupe de villejuif se constitue et appelle tous les sympathisants de cette ville et alentours à le contacter.

Pour tous ces groupes et liaisons, les contacter par l'intermédiaire des RI, 3 rue Ternaux, Paris 11e.

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tél. 805.34.08 CCP Publico 11 289 15 Paris

TARIF

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays.....
O Abonnement O Réabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Le bétail humain se vend bien...

« Nord Union » à Lens, vous connaissez ? C'est tout simplement une agence matrimoniale d'où vous sortez avec votre « moitié », après avoir bien entendu passé à la caisse. Bref, écoutez ma petite histoire, elle est pas triste!...

Je me suis pointé encostumé et encravaté à « Nord Union », le costume ça joue parfois! Au départ, on me dévisage des pieds à la tête. Puis, entrevue dans le bureau de Môsieur le marchand de viande à marier, présentation de la boîte et de ses excellents résultats. Je bluffe afin de faire cracher au mec le maximum de renseignements.

— *« En ce qui concerne les rencontres, les mises en contact, est-ce que vous tenez compte des options politiques des gens ?*

— *Oh non, vous savez la politique c'est pas notre affaire.*

— *Oui mais c'est parce que j'ai des idées bien arrêtées sur la question et je ne tiens pas à ce que cela conduise à un échec.*

— *Oh vous savez, les couples à présent sont très ouverts.*

— *C'est-à-dire que je suis militant au Parti Républicain et je ne tien pas à rencontrer une fille de gauche ou d'extrême-gauche, j'ai déjà fait des expériences malheureuses dans ce domaine.*

— *Bien entendu nous pouvons nous arranger! »*

Ah bon, mon cher monsieur Van de la Barbaque, je croyais que ce n'était pas dans vos cordes!! Le type commence à remplir une fiche d'inscription ; je laisse faire, je veux aller jusqu'au bout. Le type de renseignements est bateau : âge, poids, profession (pour l'occasion, j'étais cadre commercial dans une boîte du coin avec un salaire mensuel de 4 000 F), renseignements sur les loisirs (aimez-vous la musique, lecture, les spectacles, pratiquez-vous un sport ?). Tout cela permet à M. le psychologue de dresser en quelques mots les traits de mon caractère, car sachez que j'ai affaire à un psychologue, voyez plutôt :

— *« Vous êtes timide, n'est-ce pas ?... spontané cependant, vous êtes sensible voire sentimental, et pourtant ambitieux ».*

Simple comme façon de faire, on appuie sur un bouton et la machine sort votre portrait caractériologique, simplifié, tellement simplifié qu'il peut s'adapter à tout le monde. Quelques mots qui flattent, bien enrobés, et tout baigne dans l'huile. C'est le même procédé qui régit l'horoscope et les prédictions des diseuses de bonne aventure. Mais ici on vend de la viande humaine.

Pour « la femme qu'il me faut », même façon de faire, mais en plus grotesque encore :

— *« Avec un tel caractère, vous cherchez plutôt la compagnie d'une fille douce et affectueuse ».*

Ben voyons mon phallo, soumise aussi puisque c'est de bon ton dans ton monde. Puisque c'est dans la norme et que je le suis également (pour l'occasion), du moins en apparence avec mon costar, ma cravate et une serpillère dans la poche en guise de carte P.R. La fiche étant remplie, il faut signer vite fait. Pas de temps à perdre, le fric est au bout et le pigeon sensible se laisse plumer tant sa misère est grande. Mais pardon, je ne suis pas venu pour ça, je me tire...

— *« Avant de signer, je voudrais encore en parler avec ma mère ».*

Tirer la conclusion sur ces marchands de viande que sont les agences matrimoniales, c'est un peu tirer la chasse d'eau... Mais ici la merde est trop grosse pour passer dans les canalisations, cette merde qui s'appelle misère : misère sexuelle, misère des relations humaines, misère de la normalisation des êtres et des rapports qu'ils entretiennent... tellement de misère que c'est plus facile de déléguer à une boîte sa capacité (ou son incapacité) à aller au devant des autres... Les animateurs des agences matrimoniales l'ont bien compris et s'en font du beurre sans que ce soit répréhensible, sauf en cas d'escroquerie véritablement indigeste, comme le cas d'une agence qui a fait cracher à un contremaître 800 F pour lui présenter 5 personnes dont l'une n'était qu'un mannequin payé à l'heure pour paraître candidate au mariage...

Jacques B.

Théâtre

Les Morosophes sont repartis pour un p'tit tour rue Dunois!
Jusqu'au 29 avril, tous les soirs à 20 h 30
(matinée dimanche 15 h 30 - relâche lundi et mardi)
LES MOROSOPHES
création collective du Théâtre de la Caverne
Il parait que c'est terrible !

Opération ville morte

LE vendredi 6 avril, à l'appel des paysans du Larzac et des syndicats, étaient organisées à Millau une manifestation ainsi qu'une opération ville morte pour protester contre les récents décrets d'expropriation sur le Larzac et les licenciements d'ouvrières à Manucentre, boîte de textile.

De 8 h 30 à 11 h, la R.N. 9 à l'entrée de Millau était bloquée par une vingtaine de tracteurs. Ensuite, un défilé un peu traînesavates par ses slogans, réunissant 2 000 personnes, se rendit dans le centre de Millau pour assister à un meeting tandis que les commerçants et les administrateurs avaient cessé toute activité. L'après-midi, une quinzaine de tracteurs travaillèrent les terres de l'armée afin de préparer les semis dont la récolte servira à alimenter la caisse de solidarité avec les ouvriers de Millau en lutte.

— Sur le plateau du Larzac en 1973.

Au cous du meeting, la CGT y est allée de son discours nationaliste et réformiste, comme à l'accoutumée, alors que la LCR distribuait des tracts se terminant ainsi : « Dehors Giscard-Barre et leur Assemblée, imposons un gouvernement du PS et du PCF »!!! *Et ils osent s'appeler révolutionnaires! Quant aux paysans, pour eux « l'heure est à la gravité » et il faudra « passer à une vitesse supérieure de la lutte », mais il y a quelque chose qui me chagrine chez les paysans : ils attendent 1981 espérant que Mitterand passe et du même coup arrête l'extension du camp. Si c'est cela « passer à une vitesse supérieure », c'est plutôt rétrograder!*

Les paysans jouent un jeu dangereux dans le sens où des attitudes comme celles-ci ouvrent la porte à la récupération de leur lutte par les politiciens de tous poils, et qui dit récupération dit plus aucun contrôle de la lutte par les paysans eux-mêmes. Seule l'action directe des paysans et ouvriers est capable d'assurer le contrôle des luttes par eux-mêmes sans délégation de pouvoir.

Jean-Emile (Liaison Florac)

La « santé » obligatoire

LE B.C.G.

DANS le domaine particulier de la santé, rien n'est plus difficile à obtenir qu'une information complète et impartiale. Nous en avons fait l'expérience : lorsque, deux heures à peine après la naissance de notre enfant, on est venu nous dire qu'il allait subir le BCG dans les jours à venir, nous avons décidé de ne pas donner notre accord avant de nous informer.

Il n'a pas été facile de trouver des renseignements sur le BCG, autres que les affirmations triomphalistes de la propagande officielle qui, hélas, ne satisfont pas l'esprit critique, en l'absence de preuves formelles et de chiffres convaincants.

Par contre, nous avons été choqués de prime abord par la notion d'obligation, donc de sanction, en matière de vaccinations. Si le BCG est efficace, les vaccinés sont protégés et n'ont rien à craindre des individus non-vaccinés ; d'autre part, il est inutile d'obliger les gens à « profiter » d'un avantage : ils y vont d'eux-mêmes. Alors pourquoi la contrainte, qui exclut même toute possibilité d'« objection de conscience » ? Cela ressemble fort à de la vente forcée (les vaccinations obligatoires sont bien sûr « gratuites »... sauf pour les contribuables, car les instituts Pasteur et Mérieux ne sont pas des institutions philanthropiques, il s'en faut!)

Vente forcée, oui... mais il y a plus grave, à en croire le Dr. Marcel Ferru (1). Pédiatre, homme d'une grande expérience, il raconte comment, après avoir « cru » au BCG, il en est arrivé à douter : le BCG ne serait ni efficace, ni inoffensif. Le Dr. Ferru n'est pas un farfelu isolé : de nombreux travaux, à l'étranger surtout, contestent formellement les affirmations d'efficacité et d'innocuité du BCG. Ces travaux, comme par hasard, sont « ignorés » en France, un des derniers pays à maintenir l'obligation du BCG. Pourtant, les chiffres de l'OMS sont formels : la tuberculose recule grâce à l'hygiène et à l'amélioration du niveau de vie, et non pas grâce aux vaccinations ; les Pays-Bas avaient en 1946 un taux record de mortalité par tuberculose, ils sont actuellement le taux le plus bas du monde, et cela sans BCG, loin devant la France qui devrait pourtant être très bien protégée après 28 ans d'obligation du BCG.

En France, on aime les certitudes officielles et les dogmes inébranlables. En 1948, lors du premier Congrès International du BCG à Paris, le Dr. Ferru est le seul qui ose émettre des doutes sur l'innocuité du BCG ; les grands prêtres « bécégéistes » le couvrent de sarcasmes et l'un d'eux proclame *« que l'on a pas le droit de revenir sur le problème de l'innocuité du BCG, puisqu'elle a été votée à l'unanimité en 1945, par un Congrès de bactériologistes »* (2). Ah! les braves gens! que n'ont-ils « voté », dans la foulée (et à l'unanimité), l'innocuité du Bacille de Koch ?

On ne s'étonnera pas de ce que les statistiques recensant les accidents post-BCG soient inexistantes. Pourtant, l'abondance des témoignages réunis par la Ligue Nationale Pour la Liberté des Vaccinations (3) en atteste la fréquence et la gravité (méningites, lésions osseuses, articulaires, visuelles, ganglions purulents, etc.).

Peut-être inefficace, sûrement dangereux (le BCG est un virus, atténué, mais vivant), le BCG a encore l'inconvéniant d'empêcher un véritable dépistage de la tuberculose, tel qu'il est pratiqué avec succès dans les pays voisins. En effet, le BCG confère à l'organisme une « positivité » artificielle lors des tests tuberculiniques (« cutis », timbres...) qui s'oppose à la mise en évidence d'éventuels BK. Le sujet « positif » est considéré comme protégé, alors qu'il est peut-être atteint, et le sujet « négatif » est considéré comme en danger, alors qu'il est sûrement indemne et peut-être naturellement immunisé. Curieuse logique!

En France, le BCG doit être obligatoirement subi entre 6 et 25 ans. Il est illégal de l'imposer à un nouveau-né, ou de le présenter comme obligatoire. Or, il arrive que le BCG soit administré dans les maternités à l'insu des parents, et il n'y a aucun recours contre de telles pratiques (4). Parents soyez vigilants!

Ce qui est dit ici n'est qu'un petit aspect de l'iceberg « obligation vaccinale ». Le mythe vaccinal a la peau dure. Exigeons de véritables informations à la place de l'intoxication publicitaire Pasteur-Mérieux. Condamnons la complicité (ou l'ignorance!) du corps médical, la passivité et la confiance béate des patients. Déplorons la pérennité des rapports de dépendance entre « médecin-grand-sorcier » et malade docile. Dénonçons le grand responsable, l'Etat, qui a intérêt à infantiliser les gens, à les déposséder de leur corps et de leur santé, qui a intérêt à « protéger » de près nos enfants pour mieux les ficher, pour mieux surveiller les familles (5). La vaccination obligatoire n'est qu'un des instruments de l'Etat-flic. Mais celui-ci atteint nos enfants dans leur chair.

Cati
(sympathisante St-Etienne)

(1) La faillite du BCG, Dr. Marcel Ferru BP 7, 95 210 St-Gratien.

(2) Dr. Ferru, op. cit., p. 96.

(3) Ligue Nationale Pour la Liberté des Vaccinations, 4 rue Saunier, Paris 9e.

(4) S. Delarue, Les vaccinations dans la vie quotidienne, Guide Pratique, Chap. 3 (LNPLDV éditeur).

(5) Ces thèmes sont abordés dans la revue mensuelle « L'impatient », mensuel de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux, 14 bd de Sébastopol, 75 004 Paris.

Les têtes tombent comme des mouches !

Ali Bhuto, Hoveyda, Solomon Mhalangu, trois hommes différents, des causes différentes, un seul point commun : la mort!

Certes, ce n'est certainement pas nous qui pleurerons les deux premiers! Quant à Solomon Malangu, militant nationaliste noir, même s'il n'était pas de notre combat, il recherchait comme nous une même espérance. Pourtant, en une semaine, ces trois hommes ont basculé dans le néant... et pour rien. Pourtant ce qui frappe aujourd'hui, ce n'est pas leur mort, ni les procès expéditifs (plutôt la mascarade judiciaire car avant même leurs arrestations, ces trois hommes étaient déjà condamnés) ni les exécutions sommaires, non ce qui frappe c'est qu'une fois de plus, malgré les appels de l'opinion mondiale pour la grâce, les gouvernements sud-africain, pakistanais et iranien n'ont pas éprouvé le besoin de les entendre (diable! les révolutions comme les ordres doivent régner!). Alors, pourquoi revenir là-dessus ? Tout le monde le sait à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, Bouddha, Allah ou Jésus à témoin, les « crimes officiels » sont légions. Après tout, Ali Bhuto et Hoveyda

n'avaient-ils pas eux-mêmes créé leurs propres tombeaux ?

Aujourd'hui, comme Sacco et Vanzetti, comme les Rosenberg, Solomon Malangu, Hoveyda et Ali Bhuto ont été tués pour l'exemple, je dirai pour la cause de leurs assassins.

Les droits de l'homme ? Ils n'ont jamais existé! Mais merde, je serai toujours contre la peine de mort, même si ce sont nos ennemis qui doivent y passer.

Olivier
(F.A. Rouen)

en bref...en bref...

La Libre Pensée s'associe à la Ligue des Droits de l'Homme au sujet des menaces que font peser sur les libertés publiques les propos de VGE.
Elle souligne que de telles prises de position sont symptomatiques de l'attitude des pouvoirs qui, de plus en plus, et dans tous les domaines, procèdent au laminage des libertés.

Une union locale C.N.T. est en voie de constitution à Versailles.
Pour tout contact : C.N.T.F.-R.P. union locale de Versailles, 33, rue des Vignoles, 75 020 Paris.

La coordination des comités de défense de la Basse-Loire s'inquiète et demande au Conseil Général de la Loire-Atlantique quelles seraient les mesures prises si un accident du type « Three-Misle-Island » survenait à la centrale qui se construit au Pellerin.

Claude Dufour, incorporé au 6e R.G. d'Angers pour avoir cru que la liberté d'expression existait chez la Grande Muette, a été condamné à 40 jours d'arrêt de rigueur.
Il entama une grève de la faim du 12 au 20 mars.
Transféré dans un hôpital militaire, il est ensuire muté à Trève (RFA).
Là-bas il recommence une grève de la faim et de la soif durant 4 jours.
Il a depuis arrêté car il désire un soutien actif de l'extérieur.
Pour tous renseignements : Librairie « Le temps des cerises », 8 bis, rue Gustave Simon, 54 000 Nancy.

Philippe Girard et Alain Fort (appelés au 503e RCC et BI 128), tous deux déserteurs, après 6 mois de « service » militaire, ont fait une demande de statut d'objecteur afin de placer dans un cadre juridique clair leur résistance à la militarisation de la société.
A suivre...

Le C.I.R.A. Marseille et le C.P.P.C. organisent une exposition sur l'œuvre culturelle des anarchistes espagnols en exil.
Celle-ci sera ouverte du 18 au 28 avril, de 14 h 30 à 19 h 30, 5, rue des convalescents à Marseille.
Le 21 à 15 h, débat ayant pour thème « Le théâtre militant, le théâtre politique ».
Le 28 à 15 h, débat sur « L'anarchisme de l'exil et l'anarchisme de l'intérieur de 1939 à 1960 ».

Les 5 et 6 mai aura lieu à Lannion la fête du « Zéro de conduite ».
En soutien aux renvoyeurs de livrets militaires, avec Mamma Béa, Yvan Dautun, Evariste, Le bastringue et Papill'homme, à la salle omnisport.

Radio-Klaxon, qui émettait sur Angers, a vu son matériel saisi le 16 février 79.
Ses animateurs passeront en procès le 25 avril à 14 h.
Ironie : la P.J. affirme que le matériel a été volé!!...
Cette radio émettait des informations locales, retransmettait les évènements culturels et s'était fixé pour but de donner la parole aux groupes locaux.

Près de nous

L'Association Internationale des Travailleurs les C.N.T. française et espagnole en exil organisent un meeting d'affirmation anarcho-syndicaliste à la Mutualité à Paris

DIMANCHE 22 AVRIL à 9 h 30 le matin

partie spectacle l'après-midi

Si on parlait un peu de la croissance...

L'énergie nucléaire et les conditions d'existence des populations

(suite de la page 1)

Depuis les origines, les hommes ont travaillé pour se procurer les objets nécessaires à leur existence et, parallèlement, à embellir celle-ci. Le biface de la préhistoire est le contemporain du collier en dents d'animaux sauvages. Ils ont fabriqué ces objets d'abord péniblement puis à la cadence des découvertes de toutes sortes, créant cette économie que nous connaissons aujourd'hui, une économie où

on invente de la consommation pour susciter de la production afin de donner du travail à tous, une économie où on invente des moyens de production pour permettre à tous de pouvoir se procurer les objets produits, une économie où la publicité vous impose à la fois la nécessité de produire et d'acheter des objets qui ont à la fois perdu leur valeur originelle qui était simple et qui consistait à s'en servir tous les jours et à s'en parer parfois, et leur valeur symbolique puisque ceux qui aujourd'hui les possèdent n'ont qu'une hâte, les jeter et les remplacer par d'autres lorsque chacun peut se les procurer. On change sa voiture tous les trois ans, pour conserver son standing, et la publicité vous informe que si vous ne possédez pas le dernier modèle vous n'avez aucune chance de tomber la blonde de vos rêves. De toute manière, vous changez votre voiture car vous savez bien que le constructeur l'a construite pour ce temps-là et qu'après vous risquez d'avoir des pépins. Et lorsqu'un peu éberlué par ce cycle imbécile, vous vous posez ou vous posez des questions, les gens de savoir, qui ont pignon sur rue et parmi eux des syndicalistes et même des syndicalistes révolutionnaires, vous expliqueront avec la patience des grandes personnes envers des galopins têtus, que depuis les origines la croissance est continue, qu'elle s'accélère au rythme de l'histoire et que seuls les esprits limités et rétrogrades peuvent remettre en question la croissance et naturellement d'ajouter que pour maintenir et accélérer cette croissance afin que chacun puisse bénéficier des découvertes de la science, l'énergie nucléaire est nécessaire, et que changer sa voiture tous les trois mois ou avoir un poste de télévision dans chaque pièce de son appartement vaut bien ce mince risque que représente la désintégration d'une centrale nucléaire installée à moins de cent kilomètres de Paris par exemple. Et aujourd'hui, et surtout dans les milieux ouvriers qui en attendent le bonheur que le marxisme leur a refusé, la croissance, comme l'Immaculée Conception, les sentiments démocratiques de Lenine ou la nécessité de gagner une heure sur le trajet Paris-Marseille, sont des vérités que personne ne peut remettre en cause, à moins de passer pour un demeuré! Ceux qui s'y sont risqués, comme les intellectuels du Club de Rome, ont déclenché un tollé de tous les « gens de progrès » où l'on pouvait discerner parmi leurs bons sentiments le désir de faire des « affaires » pour les uns, mais peut-être pour les autres celui de conserver une branche industrielle importante, génératrice de syndicats consistants!

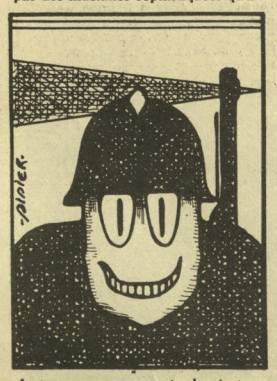
Certes, dans le cadre du système d'économie capitaliste libérale, la croissance est une nécessité pour une classe dirigeante qui soustrait une partie des bénéfices de la production pour son usage particulier, et qui emploie une autre partie à maintenir les éléments de coercition policière mais également intellectuelle, qui assurent son hégémonie. Le mécanisme que j'ai décrit plus haut permet, à l'aide d'une partie importante du revenu national, de construire une politique économique impérialiste envers les pays sous-développés et de maintenir une certaine parité avec les quelques économies développées du monde. Le système capitaliste qui juge à sa véritable mesure l'avenir de son système de classe, court le risque de l'énergie nucléaire pour conserver la direction d'une incitation, d'une production et d'une offre de consommation susceptibles de prolonger des avantages qu'il ne conservera que si son impérialisme économique lui permet de vendre beaucoup, de vendre n'importe quoi, de vendre donc de produire pour freiner le chômage, pour pouvoir entretenir des chômeurs et pour que les avantages de ce système bâtard compensent aux yeux des foules les risques d'en créer un autre. Mais les syndicalistes, qu'ont-ils à voir avec ces calculs ? Pour la classe dirigeante on comprend que la production sophistiquée grâce à l'énergie nucléaire pour enrouler la machine économique, soit une nécessité, mais pour les travailleurs ?

Le Club de Rome avait raison, et les écologistes n'ont pas tort. La pause de la croissance s'impose, pour faire le point, pour faire le tri de la production, pour faire un choix dans l'incitation à la consommation. Mais un tel choix risque de disloquer une industrie tout entière tournée vers une production pouvant être absorbée par une société libérale ou tout au moins par ceux qui en ont les moyens. Cette pause nécessite un bouleversement dans les idées reçues. Naturellement, de toute manière une réadaptation de

l'appareil de production s'impose et le gouvernement s'y emploie, mais en lui conservant son caractère de classe, et pour réussir son opération il faut produire beaucoup suivant les lois du marché et seule l'énergie nucléaire qui prend le relais du pétrole peut lui garantir des cadences lui assurant un profit lui permettant de se continuer. La classe dirigeante est la seule qui a intérêt à une croissance tous azimuts que lui permettra l'energie nucléaire!

Les hommes doivent choisir, choisir vite, quand il en est encore temps, choisir en connaissance de cause! Car renoncer à l'énergie nucléaire pose assurément des problèmes et nécessite une orientation de la production et de la consommation différente de celle que nous connaissons. C'est d'abord pour tous les petits Rastignac qui sommeillent en nous, renoncer à ces sommets de puissance que le régime fait miroiter aux yeux des âmes simples et des autres! C'est renoncer à copier, même en rêve, à la vie fastueuse des puissants de ce monde que les media nous montrent complaisamment. Cela oblige les travailleurs à échapper au milieu chatoyant que propose le système capitaliste à ceux qu'il veut perdre, à renoncer à ses délices, à le transformer plutôt qu'à s'essouffler à vouloir y hisser les classes populaires, ce qui d'ailleurs est impossible car le système du profit ne se maintient qu'à travers la division des populations en classes économiques différentes. Je sais, c'est difficile ; l'homme est un animal d'habitudes, surtout de mauvaises. Mais de toute façon le redéploiement de l'économie capitaliste va laisser des traces profondes dans la vie quotidienne... pour continuer le système de classes, avec comme perspective le risque de l'accident nucléaire... alors ?

C'est à quoi le mouvement ouvrier doit réfléchir profondément pendant qu'il en est encore temps! Une transformation radicale de l'économie qui se reconstruirait sur une énergie classique, ne se fera pas dans la facilité, mais est-ce que la reconversion de M. Barre se fait dans la facilité ? Mais au bout du chemin il y a l'abandon d'un pari idiot et la survie probable de l'espèce. Des énergies traditionnelles, d'autres en voie de développement peuvent permettre à l'homme de continuer son chemin, à son pas, en prenant le temps de souffler, de digérer ses découvertes, d'humaniser ses projets. Dans le monde, des gens manquent encore de pain et d'ustensiles nécessaires aux commodités de l'existence. Nous savons aujourd'hui que dans l'Afrique noire ce ne sont pas des machines sophistiquées qu'il



faut aux paysans, mais des instruments qui servirent à nos pères! C'est dans ces directions que la production doit se reconvertir plutôt que vers ces gadgets du dernier cri qui n'ajoutent rien à ceux qui les ont précédés et qui sont déjà en retard sur ceux qui vont suivre. Le Concorde, malgré ce qu'en ont dit des syndicalistes bornés, est justement ce qu'il ne faut plus faire!

Les populations sentent bien tous les dangers du nucléaire comme élément d'énergie et chaque incident les plonge dans l'angoisse. Mais alors pourquoi ne se dressent-elles pas contre ce pari stupide ? Par paresse intellectuelle ? Parce qu'elles se sentent impuissantes à rêver d'une vie différente ? Par crainte des beaux esprits qui se parent de la science comme d'un manteau d'Arlequin ? Découragées peut-être de se sentir coincées entre la crainte d'une catastrophe nucléaire et celle de perdre le maigre confort, fruit de siècles de travail et de luttes ? Découragées aussi par des mouvements syndicaux ou politiques qui devraient leur frayer le chemin pour sortir du cauchemard et qui, plutôt que de protéger les hommes de leur délire, s'apprêtent simplement à essuyer leurs visages meurtris en proclamant une fois de plus qu'ils n'avaient pas voulu ça!

Eh oui, pourquoi ? Surtout parce qu'englutinées dans le milieu, parce qu'elles ne raisonnent qu'à partir du milieu, parce que le milieu les dévore et dévore toute leur substance énertique pour leur permettre une vie médiocre. Parce qu'elles bercent leurs terreurs avec des Ave Maria de droite ou de gauche, et qui les conduisent allègrement vers le feu nucléaire allumé par l'intelligence corrompue des hommes.

Maurice JOYEUX

Et la mascarade continue...

Jeudi soir, les radios annoncent : *« Un train venant de l'est est saccagé par des militaires en permission »*. Etant cheminot, et plus précisément agent de l'entretien du matériel, je voyais déjà arriver un « train-fantôme » dont il ne restait plus que les roues, des voitures inutilisables, aux vitres cassées, etc., bref un train bon à la casse!

Oh surprise! pour tout l'ensemble du personnel d'entretien, rien de plus que d'habitude, et même un peu moins. Nous nous sommes demandé si cela n'était pas une plaisanterie. Mais non, appelées en renfort, les radios, la télé étaient là pour nous détromper et constater le « désastre ». Comme il fallait justifier le déplacement, certains gros plans ont fait l'affaire, appuyant le battage radio fait depuis la veille, quand il n'y avait aucune mesure entre les dires et les faits.

Sans développer le problème des trains de « bidasses », la concentration d'individus auxquels on apprend à détruire plutôt qu'à construire, les conditions de transport d'un service dit public, on peut dire encore une fois que tous les moyens sont bons pour monter l'opinion contre la jeunesse dès la moindre manifestation de mécontentement, et permettre ainsi à la répression de s'étendre et de s'intensifier.

Correspondant « Voie Libre »

Occupation de locaux

Non à l'exclusion d'un éducateur

Le comité de soutien à Gérard Coulon, éducateur ayant fait l'objet d'une procédure de licenciement de la maison d'enfants « Le Cap », poursuit son action.

Réuni le 23 mars à Orthez et le 30 mars à St-Sever, le comité a pris deux nouvelles décisions :

— la première, réalisée le samedi 7 avril 1979 : organiser une protestation conduisant à occuper momentanément le siège social de l'association employeuse de Gérard, l'Association et l'Action Educative des Landes.
Rassemblé sur la place St-Roch à Mont-de-Marsan, où se tenait le marché, le groupe de personnes s'est scindé en deux :
* vente du bulletin d'expression libertaire *Voix du Cap* sur le marché
* distribution de tracts sur la rue, tout en se dirigeant vers le siège social.

Le bureau ouvert du directeur d'association a entièrement été investi. La protestation bruyante au balcon du siège social et la distribution de tracts aux voitures circulant sur la rue ont attiré les agents préfectoraux qui voulaient mettre fin à la perturbation de la circulation.

L'un d'eux est reparti avec des tracts et un bulletin *Voix du Cap* à transmettre au Préfet qui était lui-même en train de prendre connaissance des évènements au seuil de la préfecture.

Après cette occupation sereine, une visite en masse au local de *Sud-Ouest* pour le convaincre d'imprimer les informations concernant cette affaire à propos de laquelle il est resté obstinément silencieux malgré les nombreux communiqués envoyés.

— la deuxième, prévue pour fin mai ou début juin : organiser une journée sur l'éducation à St-Sever, pour engager un débat sur ce sujet, forum sur différents thèmes touchant l'éducation, films, chansons.

Dénoncer l'action pédagogique des institutions au service de l'Etat et du Capital, qui a pour effet l'asservissement des individus à l'ordre social en place, est la tâche à réaliser.

Une éducation favorisant l'épanouissement de chacun pour chacun, une éducation exclusivement au service de l'individu ne peut se concevoir que dans une société sans Etat, sans Capital, dégagée de toute domination.

Liaison FA St-Sever

Sports, armées, jeunesse

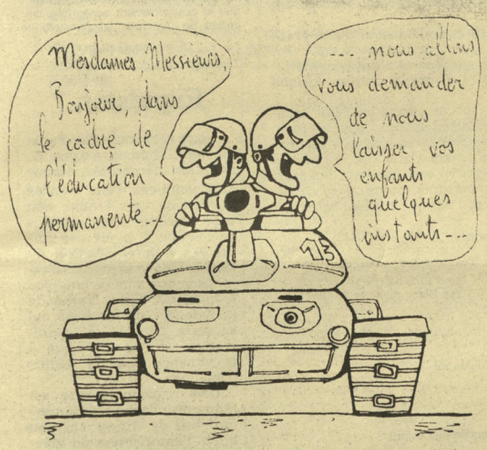
(suite de la page 1)

réussir en s'attribuant un rôle pédagogique. Il est en effet à remarquer aujourd'hui qu'il n'est pas une institution qui ne veut se donner un rôle éducatif dans le seul but d'affirmer sa nécessité d'exister. Ainsi au niveau de la publicité, telle marque de dentifrice ne peut plus vanter son nouveau tube sans vous donner des conseils sur la façon de vous brosser les dents. Il en va de même pour l'institution militaire qui fera tout ce qui est dans son possible pour qu'on ait besoin d'elle. Ainsi quand elle invite des jeunes à un parcours d'orientation, ceux-ci ont vraiment l'impression d'apprendre quelque chose de nouveau et qui plus est peut paraître utile dans certaines circonstances. Cette sensation est d'autant plus forte qu'on ne leur a certainement jamais parlé de ce genre d'activité dans leur éducation de tous les jours. Cela aura donc pour effet d'affirmer puis de confirmer l'utilité et donc la nécessité de l'armée puisque désormais elle permettra de satisfaire un besoin. Besoin qui, à force de répétition, s'imposera d'autant plus que la vie ennuyeuse des jeunes, et des individus en général, les pousse à rechercher l'activité, le changement, uniquement dans l'apparition d'objets nouveaux ou d'exercices nouveaux fabriqués d'avance. Cette façade pédagogique que veut se donner l'armée est confirmée par la propagande qu'elle lance auprès des futurs appelés ayant un diplôme d'éducation physique pour accomplir la fonction de moniteur pendant leur service (3).

Mais il ne suffit pas à l'armée de se donner un rôle pédagogique, encore faut-il qu'elle cherche le moyen, le cadre où elle puisse l'exercer le plus efficacement possible.

L'armée, du strict point de vue du contact avec les civils, se trouve ainsi, pour mieux comprendre ses desseins, devant le même problème que rencontrent actuellement les syndicats qui, en acceptant maintenant les règles du jeu de la société, doivent inventer les procédures adéquates, si elles veulent conserver leur rôle et devenir des interlocuteurs valables dans la conduite du pays. L'institution militaire doit donc trouver elle aussi un terrain d'entente qui lui permettra d'exercer sa nouvelle fonction. Pour cela, elle n'a pas hésité à mettre tous les atouts de son côté, en s'octroyant le concours des différentes directions de la Jeunesse et des Sports. Un tel procédé semble présenter un double avantage quant à l'efficacité recherchée dans la tâche à accomplir.

D'une part, en s'attachant le concours de ces différents organismes, elle démontre ainsi sa volonté d'agir dans le sens voulu, tout en se montrant comme « un partenaire sérieux et responsable ». D'autre part, en orientant son action sur une catégorie particulière de la population, « la jeunesse sportive » (notamment parmi les lycéens), elle augmente bien évidemment ses chances de succès quand



on connaît le rôle attribué au sport au niveau des jeunes. En effet, l'activité sportive, au même titre que les idoles et la violence, est souvent la seule possibilité donnée à la jeunesse de s'occuper, de s'affirmer et de répondre à ses besoins d'ordre existentiel. La jeunesse et le sport offrent ainsi à l'armée une excellente rampe de lancement pour la poursuite de ses fins. En agissant de la sorte, et pour suivre l'évolution générale des sociétés, l'armée ne fait que « moderniser » son rôle d'embrigadement qui jusqu'alors était essentiellement réalisé par le biais du contingent. Mais le développement d'une armée de plus en plus nucléaire nécessite peu à peu sa disparition en faveur d'une armée qui soit entièrement une armée de métier. L'institution militaire doit donc s'inventer une nouvelle utilité et la mettre en œuvre, non plus principalement à l'intérieur de ses murs, mais au sein même de la société. Cette évolution dans le rôle idéologique de l'armée laisse supposer les deux remarques qui suivent.

Dans un premier temps, dans le cadre de ces rencontres et par la propagande qui y est diffusée (ces « journées » terminées, les plus méritants sont invités par exemple à visiter telle base militaire), les responsables militaires feront peu à peu accepter à la jeunesse la nécessité d'un service civil pour certaines tâches dites « d'utilité nationale », et ce directement sous leur contrôle. La dernière marée noire est un exemple type de ce genre d'utilité, au même titre que l'aide qui sera apportée aux services qui ne fonctionneront plus normalement, notamment en cas de grève (4) (voir déjà ce que cela a pu donner pour la grève des éboueurs). L'intérêt d'un tel service sera alors de faire accomplir des tâches que le contingent ne voudra plus ou ne pourra plus réaliser du fait même de sa disparition progressive. Cependant le contrôle sur la jeunesse, et indirectement sur les populations, sera maintenu. Enfin le plus gros avantage est que par l'intermédiaire de l'armée, la société réussira à faire accomplir certaines « obligations nationales » qui ne lui coûteront rien, et qui surtout se dérouleront le plus docilement possible, dans un cadre où tout droit de grève, syndical, et de réunion sera banni. Dans un deuxième temps cette évolution permettra de répondre aux propres besoins de l'armée, inhérents à son évolution technique. En effet, devant la disparition progressive du contingent, l'armée tentera, pour maintenir ses effectifs et encadrer les éléments du service civil, de remplacer les appelés par des engagés. On devine ainsi l'utilité de telles « journées » de propagande et toute l'efficacité qui en résultera quand on connaît l'influence des facteurs environnants tels le chômage et l'ennui des jeunes. A ce sujet, la publicité aux fins militaires, qui invite les jeunes à choisir un métier dans l'armée, n'a plus rien à envier à celle pratiquée pour les agences de voyages. Fréquemment, cette invitation, qu'elle soit faite par affichage dans les rues ou par photos publicitaires dans les revues, est produite généralement sur fond exotique pour montrer aux jeunes l'avantage qu'il aura d'apprendre un métier, tout en visitant des lieux nouveaux. Quelles affiches plus tentantes! Et comment ne pourrait-on pas s'y laisser prendre quand la vie est souvent sans perspective ?

De telles observations sont ainsi significatives de la propre évolution de l'armée, mais elles le sont aussi pour ce qui est de l'évolution de la société. Cette société qui se militarise sans cesse et qui pour cela accentue sans cesse sa pression sur l'individu, en lui enlevant toute personnalité et en lui procurant des modèles de vie tout faits qui lui donnent l'impression que sa vie propre a un sens, et qui ne sont en définitive qu'une façon camouflée de la contrôler plus totalement.

Dès lors, l'armée ne redevient qu'un moyen adapté et modernisé au service des Etats et des nations, pour que ceux-ci et celles-là puissent parvenir à leurs fins : l'embrigadement de l'individu. Et l'armée sera ce moyen d'autant plus efficace qu'il saura lui-même répondre à sa propre évolution, notamment en s'insérant de plus en plus et de mieux en mieux dans le vie quotidienne des gens. C'est ce but que visaient ces « journées », mais elles ne sont qu'un aspect de cette tentative. D'autres initiatives existent : militarisation de l'espace terrestre, aérien et maritime, développement des camps militaires, des manœuvres, présence de plus en plus accentuée de stands d'exposition à chaque fois que cela est possible, comme cela a été le cas lors de la foire-exposition de Clermont-Ferrand-Cournon en septembre dernier, exposition qui n'avait pas uniquement pour but de promouvoir les mérites de l'armée parmi les stands des artisans et industriels, mais aussi d'habituer la population à la présence physique de l'armée. D'autre part, parmi ces autres moyens utilisés par l'armée, deux phénomènes nouveaux sont en train d'apparaître actuellement.

Le premier, qui fait suite à la militarisation de l'économie (5), est celui du développement de l'enseignement de la défense en France. Alors qu'un tel enseignement existait déjà dans certains pays occidentaux (RFA, USA, Belgique) et les pays de l'est, ce n'est qu'à partir de 1973 que la France a tenté de l'instaurer, notamment par la création d'une option défense à l'ENA. Ensuite en 1975, l'université de Paris II instituait un DESS de défense civile. Puis en 1976, à Clermont-Ferrand était mis en place un enseignement de la défense, assorti de séminaires. Mais ce qu'il faut retenir de ce petit aperçu historique, c'est le but qui est assigné à ces études : faire comprendre aux citoyens l'importance de la liaison entre « Défense » et « Economie », c'est-à-dire habituer les populations à la militarisation croissante de l'économie et de la société en général. On se rend alors très bien compte de l'importance d'un tel enseignement en période de crise internationale. Le second est certes plus superficiel, mais non moins important, c'est celui du développement de la mode vestimentaire qui est depuis 2 ou 3 ans la copie des couleurs et des formes de l'habit militaire. Au cas où certaines parties de la population ne comprendraient pas ce qu'on leur dit dans les livres et les amphithéâtres, rien ne vaut les moyens subtils qui vous façonnent les consciences.

Malgré cette évolution, nous ne devons pas nous laisser prendre un peu plus du peu de liberté dont nous jouissons. Comme ces « journées » ont lieu tous les ans, ne serait-il pas possible de coordonner nos actions en décrétant des journées anti-Sports-Armée-Jeunesse ? La date des « journées » figurant dans les journaux, il serait peut-être possible d'agir ainsi. A Clermont-Ferrand en 1978, 450 civils avaient participé aux premières « journées ». En 1979 ils furent 523. Ce début de succès grandissant laisse réfléchir...

Robert CHASSIN

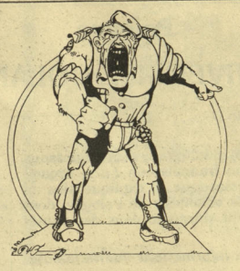
(1) Ce but poursuivi peut être considéré comme une stricte application de l'ordonnance du 7 janvier 1959 qui, en affirmant le caractère permanent de la défense en tous temps et en toutes circonstances, efface la division entre civils et militaires (voir article de Bernard André dans le ML Armée et militarisation*).*

(2) Pourcentage des crédits militaires par rapport au budget : 1977-17,6% 1980—20%

(3) Il y a même une liaison beaucoup plus étroite entre l'armée et l'éducation. Ainsi, aux dernières grandes manœuvres du 4 au 9 septembre 78 à Limoges, on a pu voir un instituteur revêtir l'uniforme militaire dans le but d'encadrer les jeunes recrues. Et ne déclarait-il pas avec enthousiasme que le côté intéressant de son action était de retrouver quelques-uns de ses anciens élèves...

(4) La crise actuelle préoccupe beaucoup nos militaires. Ainsi l'Association Auvergne de IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) lors de sa dernière assemblée générale annuelle de mars 1979, a plus particulièrement développé les thèmes de : « Conflit et actions prévues au niveau des transports, et problème du ravitaillement en situation de crise ».

(5) Le bilan mondial fait état de la défense militaire dans le monde : 1 million de dollars-minute...



Vécu

14 heures pour un non-lieu

Mercredi 11 avril, 0 h 15, je débouche du métro. Je m'engage dans une petite rue. Il pleut. Presque deux ans que je suis en cavale, que je lutte publiquement avec le CAP et clandestinement avec le GSI. Deux années pleines de « péripéties », arrestations, évasion et beaucoup d'émotion... Deux années où la solidarité militante face à la militarisation a toujours été présente.

Depuis 6 mois, j'étais recherché encore plus activement par la police militaire dans le cadre de sa nouvelle offensive contre le mouvement d'insoumission. En décembre une commission militaire avait reculé mon procès par défaut et décidé d'activer les recherches. Quelques jours plus tard, des descentes de gendarmerie étaient effectuées chez des amis, chez mes parents, à une ancienne adresse. L'étau semblait se resserrer, mais comme nombre d'insoumis, j'étais organisé en conséquence et les investigations policières étaient encore restées sans résultat...

0 h 30, à dix mètres de l'adresse où je me rendais surgissent d'une voiture banalisée 3 flics en civil. Ils me font mettre les mains en l'air, me fouillent et m'embarquent sans commentaires explicites. Tout va ensuite se dérouler très vite...

Arrivé au commissariat, je me retrouve dans les locaux de la brigade d'intervention spéciale sans même avoir eu le temps de réagir. Les flics justifient leur intervention par une vérification d'identité et me passent au fichier. Là j'apprends que j'ai 3 mandats de recherche, 2 militaires (un pour insoumission, l'autre pour évasion) et un civil pour une vieille affaire de contrainte par corps pour non-paiement d'une amende SNCF.

2 h du matin. 2 gendarmes mobiles arrivent et m'emmènent, menottes aux poignets, dans une 504 banalisée, direction inconnue. Surprise plus ou moins mêlée d'inquiétude. Habituellement la gendarmerie ne se déplace pas la nuit et attend le matin pour venir récupérer les déserteurs ou insoumis attrapés pendant la nuit et mis aux frais dans les commissariats. Pendant le trajet les gendarmes comme les flics se révèlent d'une politesse et d'une attention pour le moins suspectes. Ils paraissent bien connaître mon cas et ça me rassurre et m'inquiète à la fois.

2 h 15. On arrive au centre dupleix, direction la prévoté. Relevé d'identité... 5 minutes. Au cours de mon premier passage ils m'avaient interrogé pendant 3 heures.

2 h 30. Bureau militaire. Les gradés sont courtois, prudents et rapides. Est-il déjà arrivé (à ma connaissance jamais) qu'on incorpore quelqu'un dans les moindres détails administratifs à 2 h du matin ? C'est pourtant ce qui m'est arrivé! Quatre militaires, les yeux glauques et ensommeillés, la tenue débraillée, me proposent l'uniforme sans conviction; presque en s'excusant. L'effet est des plus comiques. Derechef je le refuse.

3 h. Cette formalité nocturne accomplie, je suis conduit sous la garde de policiers militaires et d'un gradé aux locaux des arrêts de rigueur. Cette fois-ci pas question de m'évader, une cellule m'attend où je retrouve un déserteur. J'entame ce que je crains être la première nuit d'une longue série.

Au même moment à l'extérieur (je le saurais plus tard), mon amie s'inquiète de ce retard inhabituel et inexplicable, contacte la coordination d'urgence du GSI. Aussitôt l'alerte est donnée, les avocats sont contactés et une recherche s'organise.

8 h. Les copains ont retrouvé ma trace et le soutien démarre.

8 h 30. Sous escorte spéciale de deux appelés et d'un gradé, je suis emmené au bureau du capitaine Blaize. Alors que je rentre, il reçoit un coup de fil à mon sujet et par ce que je peux entendre, il s'agit « d'état-major » et « d'ordre ». Il me menace poliment des pires ennuis et il me dit qu'on pourrait me rendre l'avenir moins rose que ce que je pourrais attendre. Je confirme mon refus de l'uniforme et de l'armée.

9 h 30. Je traverse à toute vitesse différents services administratifs, toujours sous escorte spéciale. Formalités. Relevé d'identité. Coup de tampon. J'ai l'impression qu'une course contre la montre vient de s'engager.

10 h. A l'extérieur un communiqué du GSI est publié appelant au soutien offensif et réclamant ma libération immédiate.

10 h 30. On me reconduit à ma cellule.

11 h 30. Repas en cellule.

13 h. Une voiture militaire vient me chercher. Je suis conduit au fort de Vincennes, accompagné de 4 « gardes du corps ».

13 h 30. Arrivés à Vincennes, mon dossier, mes quatre gardiens et moi traversons au pas de charge couloirs et bureaux. Tous les papiers sont remplis avec une dextérité surprenante.

14 h. Mon amie parvient à pénétrer à Dupleix, exige de mes nouvelles et un droit de visite.

14 h 30. Sans avoir passé aucun test psychologique ou psychiatrique, je me vois réformé d'office par un colonel qui avait du mal à retenir sa rage et son dégoût. Je deviens « P4 » pour instabilité psychique.

15 h. Retour à Dupleix. Re-formalités administratives. On me donne un papier où toutes les poursuites sont levées à mon encontre et je suis libre.

16 h. Je franchis les portes de Dupleix avec mon amie qui était restée à l'intérieur de l'enceinte militaire. Nous saluons la sentinelle, mon papier de non-lieu à la main. Je n'ai pas encore réalisé la victoire fulgurante que nous venons d'arracher. 14 heures, il ne leur avait fallu que 14 heures en tout et pour tout pour m'arrêter, se renseigner au fichier, me mettre en garde-à-vue, me livrer à la prévôté, me passer aux militaires, me proposer l'uniforme, me mettre aux arrêts de rigueur et enfin prononcer un non-lieu et me libérer immédiatement.

Ne voyons là aucun hasard!

Si les gendarmes et les militaires ont réagi aussi vite, c'est parce qu'un rapport de force avait été construit au cours de mes deux ans de cavale avec des composantes telles que le GSI, le CAP, le mouvement libertaire. J'ai pu constater que les autorités militaires étaient très attentives aux actes militants des insoumis en lutte et à leur répercussion. Un épais dossier avait été réuni sur mon cas, et cela est une pratique généralisée sur tous les insoumis en cavale.

Faire reculer l'armée c'est possible!

Le réseau d'entraide et de solidarité mis en place par le GSI, par la vigueur et la rapidité de son action, a joué un rôle primordial dans cette libération sans conditions, et cette défaite des militaires. L'armée a fait un pas en arrière dans son offensive répressive contre les réfractaires. C'est une première victoire pour l'ensemble des insoumis et déserteurs organisés en clandestinité. De plus, l'insoumission ne s'arrête pas à l'armée mais s'affirme militaire et civile. Cette brèche ne fait pas de moi un ex-insoumis, elle m'ouvre aujourd'hui plus grand encore les champs infinis de l'insoumission totale et renforce mes convictions libertaires.

Valma

Théâtre

La compagnie Miramont informe qu'elle jouera jusqu'au 28 avril tous les soirs à 20 h 45 (sauf dimanche et lundi)

LES JUSTES d'Albert Camus

au studio-théâtre 14 20, rue Marc Sangnier Paris 14e métro Porte de Vanves

A la même adresse cette même compagnie présentera

ZOO STORY

du 2 au 12 mai mais nous en reparlerons d'ici là

Pologne

« L'UNIVERSITÉ VOLANTE »

L'article que nous reproduisons intégralement ci-dessous nous a été transmis par l'édition française de *Listy*, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque. Il explique plus en détail ce que sont les « universités volantes » de Pologne, dont nous vous avions déjà brièvement entretenu dans des numéros précédents de notre journal.

Le secrétariat aux informations internationales

Le 22 janvier 1978, un groupe d'universitaires, de chercheurs, d'écrivains et d'artistes polonais a décidé de créer la Société des Cours Scientifiques (« L'université volante), afin de prendre en charge l'organisation des conférences et des séminaires permettant de combler les lacunes de l'enseignement supérieur officiel. Soumis à un contrôle politique exercé par l'administration et les instances du parti, et qui équivaut en fait à une censure permanente, l'enseignement officiel reste, en effet, dans l'impossibilité de traiter plusieurs sujets d'importance essentielle pour la bonne marche du processus éducatif et pour le fonctionnement normal de la culture nationale polonaise. Ainsi, par exemple, on ne peut aborder dans une perspective critique à l'égard de la propagande officielle non seulement les problèmes politiques et sociaux de la Pologne contemporaine, mais aussi ceux de l'Occident d'aujourd'hui. Il en est de même, s'agissant de l'histoire de la Pologne, surtout au 20e siècle, tant avant qu'après la guerre. Et cela reste vrai en ce qui concerne plusieurs questions philosophiques et économiques, voire même l'histoire de la littérature polonaise sous certains de ses aspects.

Or, parmi les jeunes, la volonté est de plus en plus manifeste d'échapper à l'emprise du mensonge officiel, d'éliminer les tabous et les interdits qui frappent non seulement l'enseignement dispensé dans les établissements officiels, mais même les livres et les publications étrangères dont on empêche la circulation dès qu'on les soupçonne de contredire les positions qui sont celles du parti.

C'est pour satisfaire cette soif croissante de connaissance, cette exigence de vérité, qu'a été créée la Société des Cours Scientifiques. Ses 70 membres habitent 6 villes : Varsovie (46), Cracovie (11), Wroclaw (6), Lublin (3), Torun (3), Poznan (1). On trouve parmi eux 35 écrivains et artistes et 45 chercheurs et universitaires. Ces derniers représentent les différentes sciences humaines et sociales mais aussi - c'est le cas de 8 personnes - les mathématiques, la physique et la biologie. Cinq membres de la Société font partie de l'Académie Polonaise des Sciences. Il convient de citer ici la lettre envoyée le 15 janvier 1978, à un des fondateurs de la Société, le professeur Jan Kielanowski, biologiste membre de l'Académie polonaise des Sciences, par le professeur Janusz Groszkowski, électronicien, ancien président de cette Académie : ***« Je voudrais de mon côté saluer cette initiative et exprimer mon respect et mon admiration à ceux qui l'entreprennent et se proposent de la réaliser »***.

Plusieurs arguments parlent en sa faveur, je n'insisterai que sur certains. D'une part, on ressent à présent de plus en plus le besoin d'élargir, d'enrichir et de compléter ses connaissances, en particulier dans les sciences humaines et sociales, lesquelles exercent une influence décisive sur la formation des caractères et des attitudes, si importante pour un développement normal des sociétés et de l'humanité. En effet, les valeurs et les critères éthiques sont de nos jours en voie de disparition, le mensonge règne, et, avec lui, la servilité et le cynisme, une morale de duplicité se propage de plus en plus : on en a une pour ses amis intimes et à l'usage interne et une tout autre dans ses rapports avec l'extérieur où on s'adapte à l'hypocrisie et à la tromperie...

Le danger est grand de voir la société se transformer en une horde de bêtes sauvages et le pays en une jungle. D'autre part, la déformation et l'occultation de la vérité - phénomène général - la falsification de faits et d'évènements, notamment dans les sciences historiques, font qu'il est urgent et nécessaire de rectifier les faux et de corriger les erreurs. Cela est d'autant plus important que disparaissent peu à peu les témoins des évènements et les documents qui les concernent.

Dans ces circonstances, les jeunes, même ceux qui acceptent ce qu'on leur donne d'une manière critique, n'ont pas de possibilité physique de connaître la vérité objective. Les résultats de l'enseignement officiel dans différents domaines et à différents niveaux sont bien connus. C'est pourquoi toute initiative de la jeunesse qui vise à s'instruire en dehors des établissements d'enseignement officiel ou à côté de ceux-ci, a une importance qu'on ne saurait surestimer.

Pendant les premiers mois de son existence, jusqu'à la fin de mai 1978, la SCS a organisé plus de 120 rencontres au cours desquelles une vingtaine de ses membres ont prononcé des conférences ou des séries de cours qui portaient sur l'histoire de la Pologne au 20e siècle, l'histoire des idées, l'analyse de structures sociales contemporaines, les problèmes de l'économie, l'éducation, la sociologie de la science, la philosophie, la littérature et l'art contemporain. Les cours d'histoire réunissaient plus de 100 auditeurs, dans d'autres cas, leur nombre variait de 10 à 60 personnes. Les cours et les conférences étaient suivis de débats. Toutes ces activités étaient supervisées et coordonnées par la Commission des Programmes, élur par l'ensemble des membres de la Société.

Dès le début, les autorités ont décidé d'utiliser la répression pour empêcher la tenue des cours. La police est intervenue plusieurs fois. Les enseignants et les participants ont été battus, gardés à vue, soumis à des menaces. Les personnes dans les appartements desquelles se tenaient des cours ont été condamnées à de lourdes amendes (jusqu'à 3 500 slotis - équivalent d'un salaire moyen).

Malgré tout cela, la Société a pu réaliser son programme pour l'année universitaire 77/78 et le premier semestre de l'année 78/79. Mais, depuis plusieurs semaines, la situation est devenue critique : aucun cours n'a réussi à avoir lieu. Désormais, ce ne sont plus des policiers en uniforme qui interviennent, mais des commandos habillés en civil et dont les membres se présentent en tant qu' « étudiants indignés ». Ces commandos ne se contentent pas d'empêcher la tenue des cours, mais utilisent aussi le violence physique. De tels cas se sont produits trois fois au cours du mois de mars. Le 21 mars, bien que Jacek Kuron ait remis son cours à une date ultérieure à cause de la maladie de son père, un commando est venu chez lui et a battu ceux qui se trouvaient dans son appartement (Kuron lui-même, sa femme, son fils Adam, Michnik et Henryk Wujec). Tout cela fait partie d'une campagne orchestrée par les autorités et dont le but est d'étouffer la SCS, de l'obliger à suspendre ses activités et d'en provoquer la dissolution.

Il est donc particulièrement important que les universitaires, les chercheurs et les intellectuels en Occident protestent contre ces agissements des autorités polonaises, qui constituent une violation flagrante de la lettre et de l'esprit des pactes internationaux des Droits de l'Homme, ratifiés par le Conseil d'Etat de la République Populaire de Pologne le 3 mars 77, et dont l'article 19 accorde à tout individu le droit d'exprimer librement ses opinions.

Seule une action solidaire de la communauté scientifique internationale, de ses membres et des organisations qui la représentent, peut défendre d'une manière efficace les universitaires, les chercheurs et les intellectuels polonais, empêchés aujourd'hui d'exercer un de leurs droits les plus élémentaires et menacés, de perdre leurs moyens d'existence voire même leur liberté.

Krzysztof POMIAN
(porte-parole en France de la Société des Cours Scientifiques)

Il n'y a plus de Pyrénées...

Chronique d'une extradition en suspens

Le 12 janvier dernier, Oreja, ministre espagnol des Affaires Etrangères, vient rendre visite à Paris à son homologue français et en profite pour lui confier une liste de 127 militants de l'ETA vivant en France.

Fin janvier, les journaux espagnols, et plus particulièrement l'hebdomadaire *Cambio 16*, critiquent avec plus ou moins de virulence la « passivité française » à l'égard des guerilleros de l'ETA. Il faut dire que l'exécution du gouverneur militaire de Madrid et d'un juge du tribunal suprême, suscite une émotion justifiée dans la classe dirigeante espagnole. C'est un bien méchant procès pourtant que l'on fait à la police française qui s'est toujours montrée une collaboratrice fidèle de la Guardia Civil et ce depuis bien avant la mort de Franco. Des commandos fascistes venus de l'autre côté de la frontière ont pu ainsi assassiner sans jamais être inquiétés des chapelets de réfugiés politiques. Mais bien sûr, cette collaboration s'est toujours bien gardée d'agir avec ostentation.

Cependant, c'est sur un important quadrillage policier que l'aube du 30 janvier se lève sur le pays basque français. Une vingtaine de ressortissants espagnols sont interpellés dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Treize d'entre eux seront assignés à résidence à Valensole dans les Alpes de Haute-Provence. Les sept restant, se trouvant sans carte de séjour car ayant franchi la frontière récemment, sont immédiatement refoulés vers l'Espagne.

Quelques heures plus tard, le ministère français des Affaires Etrangères annonce, à travers un communiqué, que le statut de réfugié ne sera plus accordé pour les Espagnols vivant en France : ***« La démocratisation du régime en Espagne, la loi d'amnistie générale, l'adoption de sa Constitution, son adhésion à la convention de Genève relative au statut de réfugié, ont conduit le ministère des Affaires Etrangères à estimer que, conformément à la convention du 28 juillet 1951, les circonstances à la suite desquelles les réfugiés espagnols ont été conduits à invoquer ce statut sont désormais caduques. En conséquence, leurs cartes, parvenues à expiration, n'ont pas été renouvelées. En outre, ceux qui en sont encore titulaires vont recevoir prochainement notification du retrait de leur statut et se verront accorder automatiquement les cartes de séjour et de travail de ressortissant espagnol ».***

Ce communiqué est un chef-d'œuvre de bassesse et d'arbitraire inique. Il est l'aboutissement d'un processus de maturation enclanché par le sieur Giscard qui avait dénoncé le 30 juin 1978 à Madrid que l'Espagne était une démocratie et que tôt ou tard la France n'accorderait plus aux Espagnols de statut de réfugié politique.

Le gouvernement français s'est officiellement soucié de la bonne tenue des élections législatives espagnoles du 1e mars. Bonnet, ministre de l'Intérieur, s'exclamera cinq jours après le 30 janvier : ***« Nous ne tolérerons pas que des indivisdus entravent des élections libres! »***. Il est à la mode dans les pays occidentaux de cuisiner une démocratie à l'ombre des mousquetons et des souliers à clous.

Aussitôt la bonne presse française s'empresse d'échauffer ses lecteurs contre les terroristes de l'ETA, oubliant de dire comment les sept Basques refoulés le 30 janvier ont retrouvé la démocratie espagnole.

Après avoir été frappés à coups de pied, de poing et de crosse par la police française (selon l'hebdomadaire basque *Embata*), ils sont remis directement aux autorités espagnoles au poste frontière de Biriatou. Immédiatement incarcérés, tous tombent sous le coup de la loi antiterroriste. Pendant que le gouvernement espagnol s'empresse de remercier son homologue

(suite page 8)

Une visite inopportune

Je viens, comme des millions de Français, d'avoir l'agréable surprise d'apprendre, en écoutant les « informations » radiophoniques, que le ministre français des Affaires Etrangères a déclaré « inopportune » la visite de l'équipe de rugby du Transvaal en France. En effet, cette équipe n'a pas respecté les engagements, en incorporant aucun homme de couleur en son sein.

Mon cœur a enfin tressailli du plaisir et de l'honneur d'être Français!

Gageons que c'est contraint et forcé que Poncet a fait cette déclaration, après le récent assassinat légal d'un révolté noir en Afrique du Sud.

Gageons aussi que cela ne gênera en aucune mesure le Crédit Lyonnais dans le développement de ses « étroites relations » avec ce pays, que l'installation de centrales nucléaires françaises n'en sera pas perturbée pour autant, et que les échanges commerciaux avec le royaume de la ségrégation continueront à prospérer en tout bien tout honneur.

Poncet ne pourrait-il pas juger inopportunes toutes ces relations, qu'il faut qualifier de criminelles, avec l'Afrique du Sud où règne l'oligarchie blanche ?

Quelques chiffres évocateurs (et de source « sûre » : ONU) :

20 millions de Noirs pour 15% du revenu national	*5 millions de Blancs pour 75% du revenu national (un Blanc gagne 14 fois plus)*
Un médecin pour 44 000 hab.	*Un médecin pour 400 hab.*
Taux de mortalité infantile	
30%	*2,7œ*
Dépense annuelle pour l'éducation par enfant	
45	*696*
Nombre d'instituteurs	
1 pour 60	*1 pour 22*

Evidemment, si l'on considère qu'en France, pays du libéralisme avancé, il vaut mieux ne pas trop se faire remarquer lorsque l'on est Nord-Africain et en bleus de surcroît, la réponse est toute prête... Ce que c'est de ne pouvoir s'empêcher d'être mauvaise langue!

Marc (Gr. Ni dieu ni maître-Angers)

Expulsion ?

Notre camarade Pier-Paolo Goegan, résidant à Lyon en situation d'insoumis, risque incessamment d'être expulsé de France vers l'Italie, son pays d'origine. Son « délit » se résume à avoir osé formulé son interprétation du fascisme dans le journal d'expression libertaire de la région lyonnaise « IRL ». Parler de se défendre du fascisme qui s'inserre dans la vie quotidienne est une incitation à la violence pour la justice d'ici.

Une relation directe est faite entre l'article incriminé et le bris de vitrines survenu après l'autorisation du meeting fasciste à Lyon.

Tous ceux qui lisent *Umanita Nova*, organe de la FAI, ont eu l'occasion de connaître ce camarade par ses nombreux articles. Il faut faire le plus d'information possible sur la répression que subit notre camarade. De son côté, la FAI tente de faire en sorte qu'il ne soit pas livré à la police italienne.

Face à la répression qui s'intensifie, contre les procédures d'exception,

SOLIDARITÉ AVEC LES INCULPÉS DU 23 MARS

Tous au meeting le 21 avril 1979 à 20 h 30

à la Mutualité (salle B)

Tours

PROVOCATIONS POLICIÈRES

DANS la nuit du mardi 27 au mercredi 28 mars, six personnes dont 2 militants du groupe Maurice Fayolle de Tours sont interpellées par la police à la sortie d'une réunion. Après une vérification d'identité, ces six personnes sont emmenées par fourgon au commissariat central de la ville, sans explication. Durant leur garde à vue (qui durera 36 heures), elles seront interrogées plusieurs fois, fichées, leurs domiciles perquisitionnés, et comparaîtront ensuite devant le juge d'instruction qui les inculpe de port et transport d'armes par destination (6e catégorie).

A quoi correspond cet acte de répression policière et judiciaire alors que les six inculpés ne portaient aucune arme sur eux au moment de leur arrestation ? De plus, les policiers se sont saisis d'une partie des dossiers de la F.A., chez l'un des militants du groupe. L'avocat des inculpés, Me Lison-Croze, qui a pu lire leur dossier, a constaté que celui-ci était vide. La seule « preuve » qui « justifie » l'inculpation semble être la couleur du parka (kaki) et de la mobylette (orange) d'un des inculpés. Depuis leur mise en liberté, la police et les Renseignements Généraux surveillent constamment les domiciles et les déplacements des inculpés.

En fait, tout porte à croire à une provocation délibérée de la police pour neutraliser les anarchistes de Tours au moment où ceux-ci participent activement au comité de soutien à Stéphane Pognonnec, déserteur-insoumis, et développent une propagande auprès de la jeunesse étudiante, lycéenne et dans les milieux du travail.

Une mobilisation se met en place pour dénoncer cette répression et exiger la clôture du dossier. Déjà certaines organisations politiques et syndicales de Tours ont fait part de leur soutien aux inculpés.

PAS D'INCULPATION - PAS DE PROCÈS !

Claude G.-Raymond P.
(militants du groupe Maurice Fayolle de Tours)

COMMUNIQUÉ

La Fédération Anarchiste appelle tous les camarades à assister au procès en appel le lundi 23 avril à 13 h devant la 10e chambre correctionnelle de Paris, des 12 militants inculpés de port d'arme par destination à la suite de la manifestation du 23 mars.

Les premiers jours d'avril, l'Etat, à grands coups de jugements arbitraires, a bien entamé cette liberté d'expression dont il se gaussait. Liberté réservée dorénavant à l'ensemble des organisations ou individus ne remettant pas fondamentalement en cause le capitalisme et sa crise.

Les procédures arbitraires dont sont victimes tous les inculpés, choisis arbitrairement par un appareil judiciaire et policier, ne sont pas que d'exception : aujourd'hui elles se retournent contre 32 otages, demain contre les travailleurs ou organisations en lutte. Ces procès en appel indiquent la tentative de l'Etat d'allourdir une répression dans l'indifférence générale. Il ne s'agit pas seulement de combattre pour la liberté de tous les emprisonnés et la levée immédiate des inculpations, mais d'enrayer cette trop fameuse loi anticasseurs.

Le 23 avril, une condamnation sur de simples présomptions d'intention serait également l'interdiction du droit de manifester.

Refusons cette répression étatique (procès en appel, loi anticasseurs) par une solidarité effective envers toutes ses victimes.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Contre le placement d'office

GÉRARD Caramaro, l'un des douze inculpés de la FA à la suite de la manifestation du 23 mars, supporta mal sa garde-à-vue. A la gare St-Lazare, il eut l'idée, hélas solitaire, de monter dans une locomotive et de crier : *« Autogérons le rail! »*. Acte isolé, donc acte de « malade mental », direction l'hôpital psychiatrique, alors qu'une action collective du même style est « révolutionnaire » et donne droit à la prison.

Bref séjour à Maison Blanche (la française, non l'autre!) où sa pipe à branche métallique souffla à Gérard l'heureuse inspiration de déclencher le signal d'alarme. Conséquence : panique à l'hosto et Gérard est ligoté à son lit.

Puis Ste-Anne, dans un pavillon pas tellement moche, aux bons soins d'un toubib psy moins antipathique que la plupart de ses collègues.

Cependant, Gérard est dans le service des P.O., placements d'office par la préfecture de police : papiers et vêtements personnels confisqués, pas droit de franchir la cour, limite du pavillon. Système des verrous et des clefs, même pour l'ascenseur!

Aux P.O. s'opposent les P.V. placements volontaires... par la famille des « malades », et les P.L., placements libres par les sujets eux-mêmes. La liberté d'un individu qui vient se livrer aux psychiatres a de quoi surprendre!

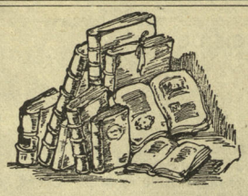
En tout cas, la préfecture de police ne semble pas pressée d'envoyer l'ordre de libérer Gérard. « Trop dingue, ce mec », et dangereux... et puis anarchiste, ce qui constitue un danger double au regard des institutions.

Gérard s'emmerde un peu, ça se devine. Alors... allez le voir. Pourtant, au cours de notre bavardage, deux éléments importants sont apparus. D'abord, quand on est placé là d'office, on perçoit la souffrance des autres pensionnaires. Gérard la perçoit, y compris celle d'un certain J.B., artiste-artisan qui semble avoir résolu ses problèmes en restant là et en créant derrière les verrous.

L'essentiel est ceci : dans une société anarchiste communiste, les malades mentaux seront moins nombreux, c'est l'évidence, mais il seront tout de même. Que faire des « êtres dangereux » ?

Cette question laisse bien sûr le champ libre à des projets qu'il faudrait de suite concrétiser, en se référant par exemple aux expériences de Basiglia. Gérard m'a dit : *« un internement humain »*... où seront biffées les formules policières P.O., P.V., P.L., évidemment.

M.M.-H.



Le livre de la semaine

par

Maurice JOYEUX

L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste

par Elisée Reclus — *Stock éditeur*

VOICI une réédition qui s'imposait. Elisée Reclus n'est pas un théoricien, c'est un moraliste épris de justice et il est le complément naturel de Kropotkine, son ami. Mais c'est surtout un poète de la connaissance et un écrivain classique. L'évolution, la révolution et l'idéal anarchiste *est d'abord un constat. Les sociétés sont oppressives, pourquoi ? Parce que les classes dirigeantes ont confisqué la liberté, introduit les inégalités, maintenu les peuples dans l'ignorance. Et dans ce sens, l'ouvrage de Reclus a l'immense avantage de nous enseigner les conditions d'existence des hommes au début du siècle. Il y a dans ses propos des phrases qui relèvent de jugements sans complaisance, que plus part Albert Camus affectionnera. Je ne résiste pas au plaisir d'en transcrire une qui est encore d'actualité.*

« La très grande majorité des hommes se compose d'individus qui se laissent vivre sans efforts comme vie une plante et qui ne cherchent aucunement à réagir soit en bien soit en mal dans le milieu dans lequel ils baignent comme une goutte d'eau dans l'océan. Sans que l'on veuille grandir ici la valeur propre de l'homme devenu conscient de ses actions et résolu à employer sa force dans le sens de son idéal, il est certain que cet homme représente tout un monde en comparaison de mille autres qui vivent dans la torpeur d'une demi-ivresse ou dans le sommeil absolu de la pensée et qui cheminent dans les rangs d'une armée ou d'une procession de pélerins ».

Il est certain que le lecteur trouvera dans cet ouvrage des jugements et des situations archaïques, mais qui démontrent avec quel soucis l'écrivain savait mêler aux grands mouvements de son âme tous les éléments qui constituaient alors la vie des hommes et qui aujourd'hui ont disparu. La philosophie de Reclus peut se résumer en quelques phrases. C'est la connaissance qui conditionne l'évolution des esprits et cette connaissance, à son époque, les hommes sont obligé de l'arracher au milieu qui les enserre dans un travail inhumain. Mais peu à peu le peuple s'éduque et prend conscience de la nécessité du changement et à l'évolution l'heure de la révolution succède! Mais cette révolution, elle doit se faire pour l'homme, à partir de l'homme et seule l'anarchie peut l'accomplir. L'écrivain nous dit alors pourquoi il a pour les politiciens de gauche des phrases qui sont encore vraies de nos jours.

Mais Elisée Reclus est un savant, un savant qui a lu Bakounine et dont la méfiance envers les élites, voire les savants, s'en ressent. Dans cette œuvre remarquable par la forme pointe la mélancolie du grand échec que fut la Commune de Paris, à laquelle l'auteur prit une part importante. Il nous explique pourquoi cet échec, et il nous chante l'espoir du renouveau. Et alors il est non seulement un homme de son temps dans la réflexion révolutionnaire, mais également dans la façon romantique de peindre l'évolution de la société. Mais Elisée Reclus n'est pas pour cela un pacifiste et il soutiendra les hommes acculés par la société à un terrorisme sélectif. Bien sûr l'impatience crée chez lui l'illusion d'une transformation sociale rapide qui ne s'est pas encore produite. Mais cette foi naïve ne lui masque pas les contradictions de la nature humaine et il écrira cette phrase que tout anarchiste se doit de méditer :

« La contradiction est souvent des plus choquantes entre les circonstances révolutionnaires qui virent naître l'institution et la manière dont elle fonctionne absolument à rebours de l'idéal qu'avaient eu ses naïfs fondateurs. A sa naissance on poussait des cris : liberté, liberté! et l'hymne de la guerre aux tyrans résonnait dans les rues ; mais les tyrans sont rentrés dans la place et cela par le fait même de la routine, de la hiérarchie et de l'esprit de regression qui envahissent graduellement les institutions ».

On ne saurait mieux dire qu'Elisée Reclus... on ne saurait mieux faire que de le lire!

Théâtre

Une case de vide

Théâtre de la Michodière

IL est assez curieux de voir un acteur opérer son défoulement devant le public. Nous avons eu la chance de surprendre Jacques Martin en train de reconstituer, pour nous, ce que serait sa première journée de cocuage, si par hasard cela lui arrivait. Nous sommes persuadés que cet acteur, possédant un solide métier, réagirait tout autrement qu'il a tenté de nous le faire croire. De plus, dans son instrospection, il y a sans doute une large part de vérité ; étant obsédé par son embompoint, il a tenu à jouer la franchise, dès le départ, et pour que nous n'ayons pas l'air de remarquer sa rondeur physique, il se présente en chemise-pyjama et nous fait admirer immédiatement la jolie rondeur de son Saint-Ventre. Avouons, nous qui sommes tous plus ou moins bonnes fourchettes, qu'il n'y a pas de reproches à faire à un gône du couloir rhodanien pour l'hommage qu'il sait rendre à l'art le plus ancien du monde.

D'autre part, la deuxième franchise de ce cher enfant des Jésuites c'est de faire plusieurs fois allusion à sa Sainte Mère l'Eglise qui, on en est persuadé, a profondément marqué son existence. Pour le reste, la part des phantasmes de ce joyeux cocu ne nous étonne presque pas. Etant le seul à animer cette confession publique, je me demande si Jacques Martin peut appeler sérieusement ces soliloques une pièce. A mon humble avis, je souhaite, si Jacques Martin a envie de devenir un auteur dramatique, qu'il songe à s'entourer d'autres partenaires pour nous exposer les problèmes qu'il aura à nous soumettre.

Francis AGRY

Le racisme

UN MAL INCURABLE ?

L'article ci-dessous nous a été communiqué par un lecteur. Il nous a semblé intéressant de le publier bien qu'il ne comporte pas une analyse politique du racisme et de la « coopération » dans une optique anarchiste.

Sa longueur nous a toutefois obligé à le faire paraître en deux fois. La suite de cette première partie sera donc publiée la semaine prochaine.

La rédaction

Nature génétique ou essence ?

Sommes-nous racistes par nature génétique ? Les généticiens ne souscrivent pas à cette thèse. Ou alors, le sommes-nous par essence ? Si l'on admet - et on l'admet - que l'essence de l'homme est ce qui est constitué par son instruction et son éducation, cette deuxième proposition paraît la plus plausible. Tous nos enfants sont des Moogli en puissance : ils s'adapteraient à toutes les jungles, qu'elles soient industrialisées ou sauvages... A partir de là, on peut affirmer sans ambages que le racisme est un phénomène de société et non un phénomène de race. Sinon, comment expliquer que les Anglo-saxons soient plus racistes envers les Nègres alors que les Français, par exemple, le sont davantage envers les Arabes (en réalité envers les Algériens) ?

Il faut avoir été victime du racisme, tout en n'étant pas, tout en ne devenant pas raciste soi-même, pour en parler de manière constructive. Car lorsqu'on dit par-ci par-là qu'*« on est tous raciste un tout petit peu »*, c'est qu'on ne s'est pas profondément posé les problèmes du racisme et qu'on ne sait que nébuleusement ce qu'il représente. Le « racisme viscéral » est une invention de l'homme, de la société : personne ne peut affirmer avoir un poumon raciste. Les « réactions épidermiques » racistes sont des réactions issues de notre essence : *« ils sont tous comme ça »*.

Les erreurs, bien souvent, sont collectives et les illusions collectives sont les plus difficiles à déraciner, précisément parce qu'elles sont pout l'individu qui les partage un moyen de s'intégrer au groupe social.

Après 15 ans de vie française, je suis retourné récemment dans mon pays, le Cameroun. J'ai vu et côtoyé une élite camerounaise qui vit décemment. J'ai surtout été surpris par l'aisance, l'opulence frisant l'arrogance, dans laquelle vivent les Blancs là-bas. Et ce qui m'a surtout choqué c'est leur indifférence pour les Camerounais de la rue. Car à côté, il y a évidemment la masse misérable : c'est le propre du sous-développement et le Cameroun, pays sous-développé, n'y échappe pas.

Lorsque j'ai demandé à mes amis et cousins (directeurs de banques et de sociétés, avocats, etc.) comment ils pouvaient supporter cette indifférence des Blancs, ils m'ont répondu que nous autres qui avons épousé des femmes blanches étions par trop racistes, que ces Blancs du Cameroun ne me gênaient nullement et que je leur f... la paix! Voilà qui était clair. Mais il est vrai que l'une des raisons de la xénophilie de mes compatriotes est due au fait qu'au Cameroun il n'y a pas de « groupuscules » racistes inscrivant des graffitis du genre : *« nègre = juif = maladies »*. Je n'ai pas vu non plus des journaux vilipendant les Blancs ou faisant des insinuations tendancieuses contre eux.

Mais la casuistique raciste fait ressortir que le Nègre est aussi raciste. Je crois sincèrement qu'il y a deux types de racistes chez le Noir :

* le refus d'une civilisation qui n'est pas la sienne et qu'il juge iconoclaste. Mais l'iconoclasme de cette civilisation n'est-il pas décrié par ses propres originaires ? Que de fois n'avons-nous pas entendu vitupérer cette « société inhumaine », cette « société de béton », « sans âme » ?

Cela étant, il gravite autour de l'Africain « qui a réussi sa vie » une légion de cousins, cousines, oncles, tantes, etc. Cette gravitation n'est pas forcément parasitaire, et s'inscrit même au niveau du pacte moral africain, d'autant plus qu'il faut souligner que depuis la pénétration européenne - l'optique n'étant plus la même - l'Afrique n'a connu que le sous-emploi.

Le refus de cette civilisation étrangère apparaît donc comme une façon de s'aggriper aux seules ressources familiales ; le « cousin nanti » en étant le rempart, on voudrait le garder jalousement pour soi, à l'abri de l'extérieur vicié.

* le racisme par réaction : on devient raciste parce qu'on a été victime du racisme, ou simplement - racisme à rebours - parce qu'on a eu des échos de la ségrégation frappant sa race ou son groupe social : ne sommes-nous pas étiquetés en Européens, Juifs, Arabes, Noirs ? Curieuse classification d'ailleurs, étant donné que nous connaissons aussi des Juifs noirs (le plus célèbre étant Sammy Davis Jr. qui, comme chacun sait, est Nègre, Juif et borgne! Il faut le faire!). La même remarque est valable pour les Européens et pour les Arabes.

Nous le voyons bien : le racisme est un phénomène social, qui plus est réversible (y-a-t-il seulement des phénomènes sociaux irréversibles ?). Il faut par conséquent extirper la mauvaise herbe à partir de la racine. Il y a un proverbe bantou - n'en déplaise aux adeptes d'une certaine scolastique attardée - qui dit : *« Regardons où nous avons buté et non où nous avons chuté »*.

J'ai même rencontré des non-racistes... racistes

Combien de fois n'avons-nous pas entendu des gens autour de nous dire : *« Moi, je ne suis pas raciste, mais je n'aime pas les Noirs »* ou *« Je ne suis pas raciste, mais je n'accepterais tout de même pas que ma fille épouse un Arabe »* ou encore *« Je ne suis pas raciste, mais je me méfie des Juifs »*, etc. Et d'étayer leur ostracisme par des stéréotypes sentant le réchauffé, des arguments sans fin rabâchés.

Eu égard à ce qui a souvent été conseillé, ce qu'il faut ce n'est pas admettre la différence, car cela suppose des « a-priori » et, partant de là, des relations basées sur des préjugés, ce qui implique l'endurance, tant bien que mal, de son vis-à-vis. La différence doit être admise une fois qu'elle est constatée et non constatée une fois qu'elle est admise. Elle existe assurément, elle peut déjà être remarquée par simple gnosie visuelle ; mais est-ce pour autant qu'il faille se montrer « a-priori » sélectif ?

Il faut optimiser les rapports, tant il est évident qu'il y a différence, même entre concitoyens de même race.

Nonobstant, nous sommes tous des hommes. Mais est-il un être humain - et conscient de l'être - capable d'affirmer qu'un peuple peut se suffire et vivre en vase clos ? La question reste entière et la balle demeure dans le camp des racistes invétérés.

On peut revenir sur les propos nationalistes tenus par certains hommes ou partis politiques : *« Dans un pays qui a plus de 4 000 000 d'étrangers et plus d'1 200 000 chômeurs, le problème du chômage n'est pas insoluble »* ou *« Fabriquons français »*. L'ONU a condamné en 1977 le nationalisme - en l'occurence le sionisme - en tant que forme de racisme. Par conséquent, il est toujours dangereux, même lorsqu'on est défenseur acharné de l'antiracisme, d'avancer des allégations récupérables par ses propres ennemis.

On a aussi insisté sur un certain « seuil » que ne doivent pas dépasser les étrangers dans un pays, une ville ou un quartier. Seuil, semble-t-il, à partir duquel les incidents sont inévitables. Or à Abidjan ou à Dakar, ce seuil semble être largement dépassé sans pour autant que la population blanche soit inquiétée. En France même, il y a des quartiers de Jaunes qui ne semblent pas poser des problèmes de cohabitation.

Quand on regarde de très près cette lèpre sociale, les mythes du racisme tombent un à un, comme emportés par le vent de la vérité. Jean Jaurès a dit un jour que *« le vrai courage consiste à rechercher la vérité et à la dire »*.

La tâche s'avère dure, certes. Mais il faut faire preuve de courage si l'on veut vraiment combattre ce fléau social. Une fixité : au cours de la campagne de « dialogue avec les immigrés » un collègue, qui m'a toujours déclaré ne pas être raciste, oubliant que j'étais immigré moi-même, m'a lancé qu'*« en ce moment il n'y en a que pour eux! »* (il parlait, vous l'avez deviné, des immigrés). Il y a du pain sur la planche!

à suivre...

Chronique d'une extradition en suspens

(suite de la page 6)

français de sa collaboration soudainement faite au grand jour et officialisée, les 7 Basques commencent à être torturés par les policiers espagnols avec des méthodes désormais traditionnelles (pendaison prolongée par les poignets, supplice de la barre de fer, coups sur la plante des pieds, cogner la tête contre les murs, la « table d'opération », matraques électriques, etc.). Ce calvaire va durer 10 jours. Au point que même la docte Ligue des Droits de l'Homme se saisit de l'affaire en France et porte plainte.

L'Espagne est peut-être sur la voie de la démocratie. Mais sa police ne suit pas le libéralisme officiel. Villa, ex-ministre de l'Intérieur espagnol, a dit il n'y a pas longtemps : *« Ici on ne torture personne. La police est composée de professionnels au sein du régime démocratque en vigueur »*. Ces « professionnels » sont les mêmes que sous Franco. Par exemple le commissaire Conessa aujourd'hui délégué à l'antiterrorrisme au Pays Basque, est plus connu comme ancien patron de la Direction Générale de la Sécurité (police politique sous Franco). C'est celui qui a supplicié entre autres Eva Forest et les accusés du procès de Burgos. Jadis sous les ordres de Franco, il dépendait de Villa et aujourd'hui de son successeur.

Tout manifestant réclamant le droit à l'autodétermination d'Euzkadi ou soutenant les détenus basques peut être aussotôt taxé d'« apologie de terrorisme » et traité en conséquence. La police espagnole procède à des tortures abominables, en toute démocratie...

Ecoutons enfin Miguel Castells, avocat à San Sebastian, qui déclare : *« Les arrestations sont tout aussi massives et arbitraires sous le coup de la nouvelle législation antiterroriste. Toute personne arrêtée peut être interrogée pendant 10 jours sans interruption, sans aucun contrôle judiciaire, sans aucune garantie qu'elle ne sera pas à nouveau remise à la police une fois en prison, si celle-ci le juge utile »*, et encore : *« Il subsiste une parfaite interpénétration entre la justice et la police. Ni l'une ni l'autre n'ont changé depuis l'époque franquiste. Pas plus que le reste de l'administration. La garde civile pratique toujours les interrogatoires parallèlement au corps général de police. »*

Quant aux 13 Basques assignés à résidence dans un hôtel de Valensole, ils furent rejoints début février par quatre nouveaux assignés, ce qui porta leur nombre à 17 dont l'âge oscille entre 22 et 36 ans. Tous étaient en situation régulière au moment de leur interpellation. Ils possédaient tous un certificat de réfugié délivré par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et une carte de résident temporaire en cours de validité. Ils exerçaient en outre une profession régulière depuis plusieurs années.

Les Basques de Valensole avaient tous reçu notification d'un arrêté d'expulsion, pris en vertu de l'ordonnance du 2 novembre 1945 concernant les étrangers, et motivé, selon la formule habituelle, par le fait que *« la présence de l'intéressé sur le territoire français est de nature à compromettre l'ordre public »*. Se considérant toujours protégés par les dispositions de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur les réfugiés, les Basques s'y opposèrent en introduisant sur le champ un recours, par l'intermédiaire de leurs avocats.

Enfin, le 13 mars, à l'exception de deux d'entre eux, tous les assignés de Valensole prennent le train, en étant invités *« soit à quitter immédiatement leterritoire français pour le pays de leur choix, en application des arrêtés d'expulsion dont ils font l'objet, soit à rester en France où ils recevront une autorisation trimestrielle de séjour renouvelable avec interdiction de résider dans les 9 départements du sud-ouest »*. Ils peuvent toutefois séjourner en Euzkadi nord pendant 3 jours.

Les deux qui restèrent sur le carreau, Miguel Goicochea et Martin Apaolaza, faisaient l'objet d'un mandat d'arrêt international. Incarcérés à la prison des Baumettes à Marseille le 13 mars, ils entament une grève de la faim le jour même.

Le 4 avril, très affaiblis, ils passent devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence. Devant le Palais de Justice, plusieurs dizaines de manifestants restèrent près de 6 heures à scander des slogans sous les fenêtres où se déroulait la procédure. La banderole noire du groupe Elisée Reclus dénonçait la torture en Espagne et plusieurs anarchistes aixois étaient là principalement pour manifester contre le principe de l'extradition.

La chambre d'accusation refusera finalement l'extradition des deux Basques en vertu d'accords franco-espagnols datant de 1877. Sans chercher aussi loin, elle aurait pu s'apercevoir que la loi antiterroriste sur laquelle se basait la demande d'extradition avait été promulguée le 28 décembre 78, soit 3 mois après les faits reprochés à martin et Miguel (la rétroactivité n'est généralement pas une habitude « démocratique »).

Quoi qu'il en soit, l'extradition n'a pas eu lieu et c'était cela que nous voulions. En effet, si les anarchistes aixois ont participé aux diverses manifestations qui se sont déroulées à l'occasion de ce procès, ce n'est en aucune manière pour soutenir l'ETA ou une quelconque organisation abertzale. L'abertzale signifiant à peu près « patriote », sous cette appellation se retrouve beaucoup de monde (nationalistes, socialistes, révolutionnaires) mais peu de libertaires. Or, à notre avis, seule la solution anarchiste peut résoudre les difficultés que rencontre actuellement le peuple basque. Tout autre projet ne serait qu'un replâtrage et, en fin de compte, un attrape-gogos qui poserait d'autres problèmes, tout aussi fondamentaux.

Notre soutien s'adresse à Miguel et à Martin qui souffrent d'une répression policière internationale. De plus, la qualité de réfugié n'a pas à tenir à l'appréciation du caractère politique d'un régime, que celui-ci soit considéré comme démocratique ou pas. L'asile politique doit être accordé quelles que soient les circonstances particulières de chaque individu. Enfin le principe d'extradition que le gouvernement français semble apprécier, est un recours inique permettant de solidariser les répressions étatiques. L'espace judiciare et policier européen est apparemment étendu aux candidats au Marché Commun.

Alors que l'ayatollah Khomeiny, charogne sanglante, a obtenu un statut de touriste lors de son séjour à Neauphle le Château, les nouveaux venus espagnols en France n'auront plus jamais de statut de réfugiés politiques.

Les anciens voient avec inquiétude leurs cartes arriver à expiration. Dans les mois qui viennent, ils seront par conséquent des dizaines et des dizaines en situation irrégulière, car beaucoup n'ont aucun papier d'identité espagnol, ni carte de séjour pour la France. L'OFPRA, qui ne peut délivrer aucune carte à des Espagnols exilés depuis 6 mois, les convoque désormais un par un. Beaucoup n'osent même pas aller devant les guichets des fonctionnaires de peur d'être embarqués sur le champ, à partir des listes que la police espagnole a remis à la France.

Cela est inacceptable!

Nous tenons en outre à nous démarquer de ceux pour qui l'extradition est une occasion de mener propagande et de ramener des suffrages par la démagogie ou la manœuvre. De même que nous dénonçons ceux pour qui l'extradition n'est qu'une spécialité journalistique ne correspondant à aucune pratique, si ce n'est sur une auto-satisfaction mesquine.

Il ne faut pas relâcher nos efforts car 3 nouveaux mandats d'arrêts internationaux ont été lancés par le juge d'instruction de Madrid. Et c'est pour cela que Miguel et Martin n'ont pas été libérés. Lorsqu'il a appris ce nouveau coup, Miguel a tenté de se suicider. Plus que jamais, nous devons donc continuer à tout faire pour que plus une seule extradition ne soit prononcée.

Surtout en direction de l'Espagne. Un nouveau gouvernement démocratique a été mis en place. Un général devient ministre de l'Intérieur. Ce général a fait la guerre civile dans les rangs fascistes, ce qui est normal pour quelqu'un de son rang. Mais ce sinistre individu est un ancien volontaire de la Légion Azul, cette division espagnole qui a combattu en Russie aux côtés des troupes hitlériennes...

Bernard APPY
(Gr. Elisée Reclus)